

**Une quarantaine de collectifs antifascistes appellent à un
front uni de résistance !**

<https://www.contretemps.eu> redaction

La plupart des collectifs antifascistes militants de France prennent position dans cette tribune – publiée conjointement par plusieurs médias – en faveur d’un front uni de résistance, à construire avec toutes les organisations mais aussi tous ceux et toutes celles qui se situent dans le camp de l’émancipation, de l’égalité et de la justice sociale.

Face à l’extrême droite, organisons-nous !

Le Rassemblement National est désormais aux portes du pouvoir en France.

La dédramatisation de ce parti, la banalisation de ses idées par les médias et une partie de la classe politique, ou encore les politiques antisociales et racistes de Macron, ont contribué à l’accélération d’une montée en puissance commencée il y a plus de 45 ans. Ce phénomène est aussi largement alimenté par les partis politiques « traditionnels » qui, de moins en moins populaires, comptent sur la stratégie du « barrage républicain » pour garantir leur élection.

Cette situation, bien qu’inquiétante, n’a rien de surprenant. D’abord parce que les idées portées par le Rassemblement National et leurs sbires ne sont plus cantonnées à l’extrême droite. Grâce à la propagande des médias qui la galvanisent et diabolisent la gauche, les thématiques xénophobes et réactionnaires abreuvant les plateaux télé.

La dédramatisation, c’est aussi l’intégration des concepts racistes, islamophobes ou sécuritaires dans les programmes des partis de « l’arc républicain ». La loi immigration de janvier 2024, votée de concert avec les partis d’extrême droite, de droite et les macronistes en est le parfait exemple. Les politiques antisociales mises en place par les gouvernements qui se sont succédés sont aussi responsables de l’attrait croissant pour le Rassemblement National, même s’il n’y a rien à attendre de bon sur le terrain social de la part du RN.

Emmanuel Macron n’est pas en reste. Il s’est montré à de nombreuses reprises idéologiquement très proche de l’extrême droite en soutenant des lois racistes comme par exemple la loi séparatisme en 2021 ou bien la loi immigration en 2024, en réalisant des opérations colonialistes : Wuambushu en 2023 à Mayotte, ou plus récemment en Kanaky, ou encore en mettant en place des réformes violentes sur le travail et le chômage, très souvent validées à grand renfort de 49.3.

Sa dernière prouesse est donc la dissolution de l’Assemblée Nationale qui place le RN proche d’une accession au pouvoir, après être arrivé en tête lors du scrutin européen.

Le vote Rassemblement National est souvent abordé comme une contestation des politiques successives qui n’ont cessé d’enrichir les riches et comme une volonté de rupture avec la politique d’Emmanuel Macron et des précédents gouvernement libéraux. Pourtant, à l’Assemblée, les députés RN ont soutenu les macronistes dans 42% des cas. Similaires sur la majorité des points de leur programmes, soutenant les mêmes réformes antisociales, les mêmes politiques d’austérité, la même discrimination contre les minorités et les couches de la population les plus ostracisées. Votant régulièrement à l’unisson, s’inspirant mutuellement, la frontière entre les libéraux et l’extrême droite était, de fait, déjà de plus en plus mince. L’extrême droite apparaît alors être la dernière carte de la bourgeoisie afin de maintenir le système dominant en place, grâce au vieil adage « diviser pour mieux régner ».

Il serait faux de prétendre que ce vote n'est motivé que par une opposition aux politiques en place. Le RN a aussi permis de normaliser un racisme décomplexé en France. La plupart des gens votent pour le RN d'abord par racisme. Que ce racisme soit le résultat d'une désinformation orchestrée ou qu'il préexiste, voter pour le RN ou Reconquête! revient à soutenir un parti raciste.

Car oui, rappelons-le, c'est bien le fascisme qui est aux portes du pouvoir et c'est d'ailleurs l'inspiration idéologique du RN. Donner les clés du pouvoir et des institutions à un parti fondé par d'anciens nazis représente une menace pour toutes et tous : d'abord pour les minorités opprimées et ouvertement ciblées par l'extrême droite dont la répression déjà présente prendrait un tournant encore plus violent, mais aussi pour les militant·e·s politiques contestataires, syndicaux, écologistes, féministes et associatifs.

Il semble bon de rappeler que le RN, « républicain » et « présentable », a placé nombre de candidats antisémites, islamophobes et suprémacistes blancs dont les propos racistes et les photos accablantes ont été rendus publics ces derniers jours. Il traîne également dans son sillage une multitude de groupuscules ultraviolents, parfois terroristes, qui, galvanisés par une victoire électorale, en profiteraient pour répandre leur violence en toute impunité. Nous écrivons au conditionnel, mais les résultats des européennes ont déjà initié une grande décomplexion des militants d'extrême droite qui sont par exemple allés fêter la victoire de Bardella en attaquant un homme en raison de son homosexualité. Les intimidations transphobes se sont également multipliées, sur les réseaux comme dans la rue.

Les régimes fascistes sont caractérisés par une consolidation rapide et implacable du pouvoir, ce qui se traduit par la suppression des institutions « démocratiques », le contrôle des médias, et l'utilisation de la violence pour éliminer toute opposition. Un schéma politique qui ressemble fortement à ce que nous vivons, mais qui serait encore plus prégnant avec leur accession au pouvoir. En s'accaparant tous les leviers de l'État, renforcés en leurs faveurs ces dernières années, les fascistes pourraient s'assurer que les mécanismes de contre-pouvoir soient neutralisés.

À la veille du second tour des élections législatives, il est bien évident que tout ne se résumera pas aux urnes parce que l'extrême droite est déjà là et le sera encore après les élections, quel qu'en soit le résultat. Le succès du Front Populaire en 1936 nous enseigne que cette victoire n'aurait pas été possible sans la constitution d'un front antifasciste, présent en dehors des instances parlementaires, se basant sur des mouvements et organisations de masse et rassemblant toutes les forces œuvrant pour une émancipation collective.

L'urgence aujourd'hui est d'empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir. Ce scénario serait catastrophique : il doit être considéré avec sérieux et notre préparation doit être à la mesure du danger. C'est pour toutes ces raisons que nous, antifascistes de toute la France, appelons dès aujourd'hui à construire un front uni de résistance. Ne laissons pas l'extrême droite déjà trop présente dans la société française prendre le pouvoir. Car quand l'extrême droite arrive au pouvoir, elle ne le lâche pas.

Les groupes antifascistes dont nous faisons partie sont engagés contre l'extrême droite et se battent pour une société différente dont la solidarité, l'anticapitalisme, la lutte contre toute forme de ségrégation et la justice sociale sont les piliers. Nous luttons sur plusieurs fronts : que ce soit dans les organisations, les rues et évidemment sur le plan idéologique. Le combat antifasciste s'étend aussi bien contre le capitalisme et l'État, qui sont complices

**Une quarantaine de collectifs antifascistes appellent à un
front uni de résistance !**

<https://www.contretemps.eu> redaction

et moteurs de ces mouvements réactionnaires, que contre les groupes et partis d'extrême droite qui sont de plus en plus proactifs en France comme partout ailleurs dans le monde.

En revanche il est important de préciser que nous ne prétendons à aucune hégémonie sur ce que pourrait être la lutte antifasciste. Elle est l'affaire de tous et toutes, et nos différents groupes ne constituent que des choix de réponses, d'outils et de structuration dans une « boîte à outils de lutte » qui en comporte beaucoup d'autres. Cela dépasse de loin le seul monde militant : c'est l'intégralité du prolétariat et du peuple qui est menacé, en particulier les minorités qui sont les premières cibles, qu'il s'agisse des personnes racisées, appartenant à la communauté LGBTQIA+, habitant·e·s des territoires coloniaux français ou alors ouvrier·e·s.

Dans notre société rongée par la casse sociale et où les divisions s'accroissent, il est du devoir de toutes et tous de se serrer les coudes, et de rappeler les intérêts communs. Car le fascisme, même s'il n'est pas que cela, est l'outil de la classe dominante : il nous sépare pour mieux nous écraser.

De la campagne aux quartiers abandonnés sciemment par l'État, de la métropole aux territoires coloniaux, les oppresseurs sont les mêmes !

Le fascisme est l'ennemi et l'affaire de tous et toutes.

Alors nous l'affirmons ici : à bas l'unité nationale, vive l'unité populaire, et mort au fascisme, quelle qu'en soit la forme !

*

Illustration : Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Signataires

- Comité Antifasciste de Saint-Étienne •
- Action Antifasciste Charente-Maritime
- Action Antifasciste Grenoble •
- Action Antifasciste Deux-Sèvres •
- Action Antifasciste Paris-Banlieue •
- Action Antifasciste Pau •
- Action Antifasciste Strasbourg •
- Action Antifasciste Tolosa •
- Action Antifasciste Yvelines •
- Action Antifasciste 77 •

-
- Antifa Social Club Marseille •
 - Bloc Antifasciste Nancy •
 - Collectif Antifasciste Orléans •
 - Collectif Antifasciste Picardie •
 - Collectif Antifasciste Tourangeau •
 - Collectif Paris Queer Antifa •
 - Collectif de Vigilance Antifasciste 22 •
 - Collectif Populaire Contre l'Extrême droite Toulouse •
 - Groupe Antifasciste Castres et Environs •
 - Groupe de Résistance Antifasciste Essonne •
 - Gwened Antifa Pays Vannetais •
 - Haro Rouen et Alentours •
 - La Bande Noire Dijon •
 - La Grenade •
 - La Horde •
 - L'offensive Lille •
 - Réseau Antifasciste Haute-Loire •
 - La Jeune Garde Antifasciste •
 - Metz Antifasciste •
 - Mouvement Indépendant de Riposte Antifasciste •
 - Offensive Antifasciste Bordeaux •
 - Section Antifasciste Montreuil Bagnolet et Alentours •
 - Solidarité Autodéfense Populaire Dijon
 - Action Collective Antifasciste Valence •